

Lutte de classe

Nouvelle offensive du gouvernement contre la jeunesse

Chirac et son gouvernement ont décidé de profiter des 18 mois qu'il leur reste à gouverner avant les élections présidentielles de mai 2007, pour amplifier et poursuivre à pas de course leur politique ultra réactionnaire dirigée contre l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse plus particulièrement.

Les dernières mesures annoncées en direction des jeunes aux chômages et des lycéens s'inscrivent dans une nouvelle offensive dictée par le Medef dans le premier cas, et pour répondre plus particulièrement à des préoccupations d'ordre politique et idéologique, dans le second cas.

Les jeunes sont les premiers à faire les frais de la décomposition du système capitaliste.

618 000 sont au chômage, soit 23%, le double de la moyenne nationale, et ce taux atteint 40% dans certains quartiers et banlieues ouvrières. D'après le communiqué de l'AFP du 16 janvier, « *la plupart mettent 8 à 11 ans à entrer de plain-pied dans la vie active* », ce qui leur interdit de réaliser le moindre projet, d'entrevoir leur avenir avant 30 ans. Cette situation est vraiment insupportable.

Ce n'est pas sans un certain cynisme que de Villepin a déclaré que la situation des jeunes "*peut difficilement être pire qu'aujourd'hui*", en ajoutant qu'il souhaitait faire sortir les moins de 26 ans de la "*trappe à précarité*".

Le Premier ministre est évidemment rempli de bonnes intentions envers la jeunesse, comme toujours d'ailleurs.

La méthode de communication employée par de Villepin est maintenant bien rodée. Elle a été employée efficacement par tous les gouvernements depuis des décennies pour tromper la population, au point d'être parfaitement intégré aux institutions de la Ve république, d'en être devenue un des éléments fondamental de son fonctionnement. Elle consiste à fournir officiellement une signification inverse du contenu réel des mesures mises en œuvre, sans la moindre retenue, sans craindre d'être contredit ou en s'en moquant totalement, ce qui est un élément nouveau. Et pour cause, il sait qu'il peut compter sur les médias aux ordres et ses valets, les appareils du mouvement ouvrier, pour distiller ensuite cette supercherie auprès de la population, ce qu'ils font avec zèle.

Alors en quoi consiste la mesure-phare du dispositif qu'il a présenté lundi dernier et qui devrait être discuté au Parlement à la mi-février ?

Elle consiste en la création d'un « *contrat première embauche* » (CPE) calqué sur le « *contrat nouvelles embauches* » (CNE), mais destiné spécifiquement aux jeunes de moins de 26 ans.

Ce « *contrat première embauche* » prévoit une "*période de consolidation de l'emploi*" de deux ans, semblable à la période d'essai du CNE, ce qui signifie que le jeune pourra être viré à tout moment au cours des deux premières années de travail, au grès de l'humeur de son patron. De Villepin a précisé que "*Ce contrat, c'est une entrée directe dans un emploi stable : il a vocation à aider ceux qui ont de réelles difficultés à entrer sur le marché du travail, pas à se substituer aux autres contrats*", comme si les patrons allaient se gêner, on reconnaît là la méthode déjà évoquée.

Le CPE complète le CNE, c'est l'instauration de la précarité généralisée, la liquidation à terme du contrat de travail à durée indéterminée (CDI). La preuve : de Villepin a déjà demandé à Jean-Louis Borloo et Gérard Larcher, d'ouvrir "*dès la semaine prochaine*" des discussions avec les partenaires sociaux sur la "*réforme globale du contrat de travail*", notamment, proposition précédemment avancée par Sarkozy.

Difficile d'être jeune en 2006, raison de plus pour que l'ensemble des travailleurs soient solidaires avec eux et les soutiennent dans leurs combats.

D'ailleurs, les jeunes ne se font guère d'illusions dans leur avenir professionnel : dans un sondage réalisé par l'Institut Ipsos pour le quotidien *La Tribune*, au mois de novembre 2005, 6 jeunes sur 10 pensaient qu'ils connaîtront le chômage à un moment ou un autre de leur vie.

Le journaliste de *La Tribune* citant des projections de l'Insee, écrivait à propos du chômage plus généralement, que « *pour ramener le taux de chômage à 7% de la population active en 2025 (au lieu de 9,8%) aujourd'hui, il faudrait que la croissance du PIB français se maintienne en moyenne à 2,2% par ans pendant 20 ans malgré une diminution du nombre d'actifs* », ce qui hypothèque l'avenir de cette génération et celui de la suivante, si l'on ne met pas un terme à ce régime.

Ne plus avoir d'illusions sur la capacité du capitalisme à procurer à la jeunesse un vrai travail rémunéré sur la base d'un salaire décent, c'est une chose, faut-il encore en tirer la conclusion qu'il faut changer le mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production, parce qu'il n'est plus en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité de la population.

Concernant les lycéens fréquentant un établissement public, l'offensive du gouvernement vise deux choses : d'une part, il veut intégrer davantage les idées de la classe dominante dans les programmes scolaires à travers "*Le socle commun des connaissances et de compétences*", d'autre part, il veut domestiquer et discipliner les comportements des jeunes en instaurant "*une note de vie scolaire*", en allant jusqu'à envisager la présence de flics dans les lycées Tout un programme !

C'est le journal *Libération* du 6 janvier qui a dévoilé le contenu du texte intitulé "*Le socle commun des connaissances et de compétences*", que le *Haut Conseil de l'éducation* avait été chargé de rédiger dès le 25 novembre 2005, et qui précise provisoirement les compétences que doivent acquérir les élèves conformément à la loi Fillon.

Le ministre de l'Éducation a beau prétendre que ce « socle » ne se substitue pas aux programmes scolaires, on peut tout de même douter de ses intentions au regard des avis qui ont déjà été sollicités par le *Haut conseil*, dont un patron de centre de formation des apprentis, un général, ainsi que Norberto Bottani, qui dirige le service de la recherche en éducation du canton de Genève, en Suisse. Un patron et un militaire, vous avez bien lu !

Le « socle » devrait permettre aux lycéens de « *s'adapter à l'emploi tout au long de la vie* », ce qui signifie là encore, qu'ils doivent d'ores et déjà se préparer à perdre un jour leur emploi, ce qui tend à ancrer dans les esprits la banalisation du chômage, un mal impossible à éviter, encore moins à endiguer, à partir de là, pourquoi faudrait-il le combattre ?, le « socle » repose surtout sur la maîtrise des cinq domaines suivants :

La langue française, les mathématiques, une culture *humaniste* et scientifique, une langue étrangère et les techniques usuelles de l'information et de la communication.

Sans trop entrer dans les détails, on trouve des choses surprenantes dans ce qui ressemble à un véritable programme scolaire.

Dans les mathématiques, il devra utiliser "*la notion de chance ou de probabilité pour qualifier certaines situations d'incertitude*", on se demande ce que viens faire « *la chance* » dans les mathématiques, mais rien n'est anodin. C'est à croire que tous les moments de la vie et leur compréhension ne devraient plus reposer que sur cette notion aléatoire de « *chance* ». Si demain vous êtes capable de comprendre une situation quelconque, ce ne sera plus parce que vous avez appris quelque chose, mais parce que vous avez de la « *chance* » !

En somme, si vous êtes pauvre, au chômage et que vous vivez dans un ghetto, ce n'est pas à cause du système capitaliste basé sur l'inégalité des droits et l'injustice, c'est la faute à pas de chance ! C'est la négation de la lutte des classes.

Dans la culture humaniste et scientifique ça se gâte : en plus des "*repères (...) nécessaires à la formation d'opinions raisonnées*", il devra être capable de "*raisonner, (...)*", surprenant, non, on croirait qu'ils parlent d'abrutis finis ou de têtes creuses, et l'on comprend pourquoi en lisant la suite : le lycéen devra être "*préparé à partager une culture européenne par une connaissance simple de la Bible et de quelques-unes des oeuvres majeures du patrimoine européen*" et "*comprendre la complexité du monde*". Nous y sommes, c'est le grand retour de la religion en violation de la laïcité à l'école. La raison servirait ainsi de caution à la réintroduction de la religion dans les programmes scolaires. La raison au service de la religion c'est justement la négation de la raison ! Totalement inacceptable !

Il s'agit bien là d'une démarche à caractère politique et idéologique tendant à donner une interprétation de l'histoire conforme aux intérêts du capitalisme et de son allié de toujours, l'Église. Au-delà, il s'agit d'une falsification grossière de l'histoire dans la mesure où l'Église n'a jamais été à l'initiative d'une réforme progressiste, mais bien du contraire. Cette entreprise tend aussi à imposer un carcan idéologique à la jeunesse, dans la mesure où elle nie au passage, l'apport considérable et souvent déterminant des libres penseurs au développement de la civilisation humaine en Europe et partout dans le monde.

Quant aux techniques usuelles de l'information et de la communication, elles consisteraient à inciter les lycéens à respecter "*les contraintes liées à la propriété intellectuelle et au droit d'auteur*", le principe de la sacro-sainte propriété privée étendu à toute forme de création artistique, les considérant par avance comme des délinquants potentiels, au moment où le gouvernement s'apprête à légiférer pour renforcer son arsenal répressif, afin de pouvoir poursuivre tous ceux qui copient des fichiers sur Internet.

La démarche est politique parce qu'elle prétend rendre accessible les œuvres artistiques seulement à ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire ceux qui pourront payer la copie d'un fichier musical ou autre, les gosses des classes aisées. La culture à deux vitesses, comme pour l'éducation et la santé en quelque sorte.

En conclusion, l'orientation et le contenu du « *socle commun des connaissances et de compétences* » s'inscrit dans l'entreprise de démolition programmée et déjà largement engagée de l'Éducation nationale, par tous les gouvernements depuis plus de deux décennies.

A cette contre-réforme remettant en cause la totalité des programmes scolaires des lycéens, s'ajoutent des mesures proprement répressives.

Dès la rentrée 2006, chaque lycéen se verra attribuer « *une note de vie scolaire* » qui sera intégrée dans le « *socle* » a annoncé Gilles de Robien, le 11 janvier, car "*le respect dû aux enseignants et à tous les personnels travaillant dans les établissements scolaires fait partie du comportement attendu des élèves au titre du socle*

(commun des connaissances et des compétences)", Ainsi, les lycéens seront surveillés et notés en permanence, et gare à ceux dont la répartie, l'arrogance ou le comportement revendicatif dépasserait des critères standards établis.

Et au cas où cela ne suffirait pas, le ministre de l'Éducation a exprimé le souhait qu'un *"policier référent tiennne une permanence — s'il le faut —, dans un collège ou un lycée, si le besoin s'en fait sentir et si le chef d'établissement le souhaite"*. Des flics dans les lycées, voilà la solution !

La survie du système capitaliste à l'agonie est responsable de la destruction de tous les liens sociaux. Elle se traduit par des dérives individualistes qu'il n'a plus ensuite qu'à dénoncer et réprimer. Voilà où nous en sommes.

Incapable de traiter les causes, il ne lui reste plus qu'à s'attaquer aux conséquences dont il est le seul responsable. Ni les jeunes, ni les enseignants, ni le personnel des lycées n'est responsable de la décomposition du capitaliste entraînant derrière lui l'ensemble de la société dans la déchéance.

La jeunesse n'a aucun avenir dans cette société capitaliste entièrement livrée aux prédateurs des marchés financiers. La république des banquiers, des notaires et des fonds de pensions ne peut conduire la jeunesse qu'au désespoir ou à se réfugier dans un individualisme malsain et sans issue.

La jeunesse, nos enfants, sont notre avenir, ils n'ont pas d'autre choix que de se rebeller contre l'ordre établi. La jeunesse porte en elle les germes de la révolution prolétarienne, à nous de l'aider à s'organiser pour en finir avec la propriété privée des moyens de production.

Complément : liquider le CDI le plus vite possible

Cet éditto était bouclé quand nous avons pris connaissance des dernières déclarations de Jean-Louis Borloo, le 17 janvier, qui confirment l'intention du gouvernement de liquider rapidement le contrat de travail à durée indéterminée.

Il vient d'affirmer qu'*"on se donne jusqu'au mois de juin pour essayer d'aller vers un contrat qui soit meilleur pour tout le monde"*, entendez pour les patrons seulement. D'ailleurs, mardi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a une nouvelle fois réclamé la généralisation du CNE à toutes les entreprises.

Borloo a réfuté son intention de liquider le CDI en expliquant qu'*"au contraire, notre objectif c'est plutôt la généralisation d'un CDI"*, il a ajouté que *"dans le schéma français, comme on a un CDI compliqué, tout le monde va en contrat à durée déterminée ou en intérim. On ne peut pas se satisfaire de petits boulots, de stages, d'intérim et de CDD."*, comme si les travailleurs choisissaient eux-mêmes de préférence un autre type de contrat que le CDI, décidément, il nous prend vraiment pour des cons !

Il s'agit avant tout de donner satisfaction aux revendications des patrons, et là, tous les arguments sont bons, même les contre-vérités.

La généralisation du CDI, c'est la liquidation du CDI, la généralisation du CNE.

Borloo vient d'en fournir la preuve : « *"On fait l'évaluation d'ici le mois de juin sur le sujet de l'extension"*, a-t-il admis en évoquant le CNE », précise le journaliste du *Monde*. Ne manquant ni de répartie ni de cynisme, Borloo a ajouté : *"Vous ne pouvez pas dire que le CNE n'est pas un succès (...) En plus, c'est la norme européenne. Nos amis à côté de chez nous sont sur la même chose (le même type de contrat) sur (des durées de) cinq et sept ans."* c'est effectivement un succès pour les patrons qui ont sauté sur l'occasion, une aubaine pardi !

Mais comment en sommes-nous arrivés là ? Comment cela est-il possible aujourd'hui ?

A cette question, Borloo fournit lui-même la réponse. Il a assuré que *"sur le fond, rien ne se fera sans qu'il y ait une concertation approfondie"* avec les partenaires sociaux, ce qui signifie qu'il compte avant tout sur la collaboration de classe avec les dirigeants syndicaux pour liquider tranquillement le CDI, et il sait pertinemment de quoi il parle.

La FSU, la CGT, l'Unsa, la CFDT et FO ne viennent-ils pas d'appeler les fonctionnaires à participer à une nouvelle journée d'action le 2 février ?

Le gouvernement sait qu'il peut s'appuyer sur les directions traitées des syndicats pour faire passer toutes ses lois pourries.

Les syndicats vont s'employer une nouvelle fois à tenter de neutraliser et d'endiguer la révolte grandissante des travailleurs et des jeunes, en la canalisant à travers une nouvelle journée d'action, qui n'a pas d'autre objectif que de soutenir le régime en place dans la mise en œuvre de sa politique ultra réactionnaire. Jusqu'à quand le pourront-ils, toute la question est là.

Comme le disent depuis longtemps les syndiqués, il y en a marre des journées d'action à répétition, chacun sait très bien que désormais seule la grève générale jusqu'à satisfaction pourra faire plier et tomber le gouvernement.

Pour cette raison, parce qu'il faut être conséquent, parce qu'il arrive toujours un moment où la quantité se transforme en qualité, non seulement nous condamnons cet appel à une nouvelle journée d'action, mais nous appelons tous les fonctionnaires à la boycotter. Par contre, nous les appelons à soutenir tous les délégués syndicaux qui combattent sur le terrain de lutte des classes, pour la grève générale jusqu'à satisfaction, du public et du privé ensemble. Nous soutiendrons toute initiative s'inscrivant dans cette perspective.

A ceux qui se demandent pourquoi Chirac et son gouvernement veulent aller si vite dans la liquidation du contrat de travail et du Code du travail, nous répondons que l'agonie du capitaliste nécessite des mesures radicales pour assurer sa survie, c'est la première explication.

La seconde, c'est que le gouvernement sait très bien que ses lois sont impopulaires et qu'elles frappent durement les travailleurs. Ils ne pourraient jamais les mettre en œuvre sans l'appui des dirigeants du mouvement ouvrier. Par ailleurs, face à la contestation grandissante de toutes les couches de la société, il sait pertinemment que le candidat de l'UMP-UDF aux prochaines élections présidentielles a toutes les chances d'être battu. Aussi, le capitalisme français pense, à juste titre, semble-t-il, qu'il sera beaucoup plus facile pour lui de faire gérer la situation économique et sociale catastrophique dans laquelle se trouve la majorité de la population, par des partis se réclamant de la classe ouvrière, sachant d'avance qu'ils ne remettront pas en cause les contre-réformes et les lois scélérates qu'ils ont votées pendant 10 ans.

Et en cas de soulèvement de la population, l'UMP et l'UDF seront prêts à revenir au pouvoir pour imposer le cas échéant un Sarkozy, frère jumeau de Le Pen, une dictature.